MAI-JUIN 2020 ★ 2€ / SOUTIEN DÈS 5€

La Relève

N°2

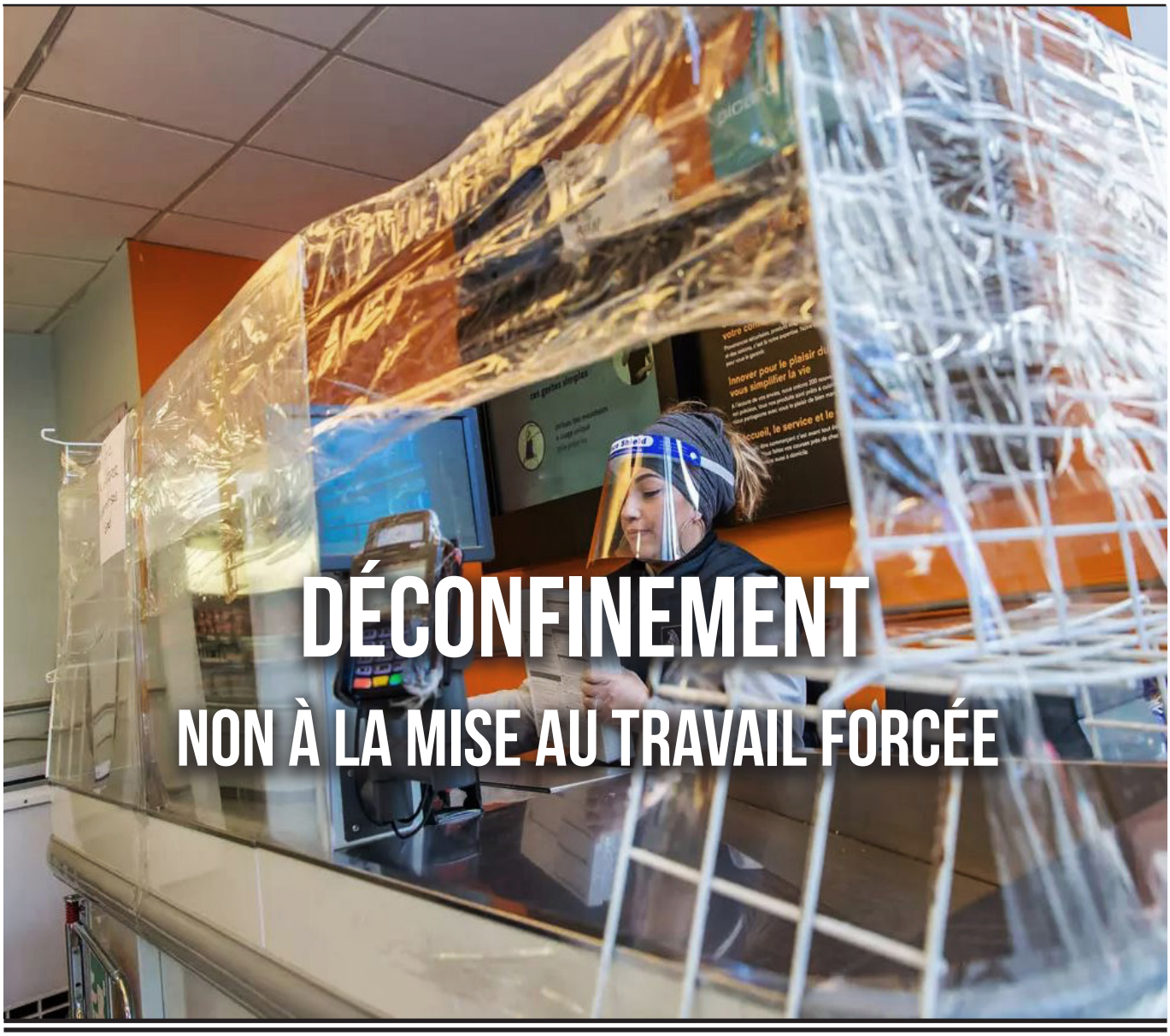
JOURNAL DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

ÉTUDIANTS

CONFINEMENT, CRISE ET PRÉCARITÉ

COVID-19

ET LA CRISE CAPITALISTE



DÉCONFINEMENT

NON À LA MISE AU TRAVAIL FORCÉE

DÉCONFINEMENT

NON À LA MISE AU TRAVAIL FORCÉE

➤ VICKEN

Depuis le 11 mai dernier, la France vit au rythme du plan de déconfinement élaboré par le gouvernement. Durant deux mois entiers, inégalités sociales ont été accrues, les violences policières nombreuses et le confinement a engendré des phénomènes de décompensations et des dépressions chez les travailleuses et les travailleurs. Pour beaucoup, le déconfinement sonne donc comme une libération, néanmoins les conditions dans lesquelles celui-ci s'opère posent plusieurs problèmes qui mettent en lumière les réelles motivations du gouvernement, alors que le virus est toujours en circulation.

En effet, la levée du confinement intervient trop tôt au vu de la situation sanitaire. Selon le bilan du ministère de la santé de la mi-mai, l'épidémie reste continuellement vivace et les structures de santé restent fortement sollicitées. C'est une épidémie qui connaît de fortes disparités sur l'ensemble du territoire, Mayotte, le Grand Est et l'Île-de-France étant les régions les plus fortement touchées par le Covid-19. En Île-de-France, à la veille du déconfinement, l'épidémie restait active avec près de 200 hospitalisations chaque jour, soit 2,5 fois plus important que dans le reste de la France métropolitaine. Au 16 mai, cette même région dénombre plus de 8300 personnes hospitalisées dont plus de 900 en soins intensifs et 6694 décès au total. Concernant le Grand Est, les données de Santé Publique France du 13 mai dénombrent 3170 personnes hospitalisées dont 278 en soins intensifs et 3191 décès avec une surmortalité de 21% par rapport aux derniers chiffres. Les chiffres ont augmenté depuis et ils traduisent une vulnérabilité de la population face au virus : manque de moyens médicaux, maladies graves causées et amplifiées par la précarité et la pauvreté, etc.

L'épidémie peut donc repartir en l'absence d'une politique de généralisation des mesures de protection et de dépistage pour tous les travailleurs et les travailleuses (masques, tests). Mais les mesures adoptées par le gouvernement sont contradictoires avec la volonté déclarée de lutter contre l'épidémie. L'autorisation des circulations entre les départements verts et les département rouges font craindre une relance de la circulation du virus sur le territoire français avec l'apparition de nouveaux foyers d'infection. Quant à la question des transports en commun, ces derniers devront être utilisés pour le retour de la plupart au travail, créant de nombreux problèmes sanitaires dus au grand nombre de passagers et à l'extrême promiscuité des lieux aux heures de pointe, l'Île-de-France est exemplaire à ce titre. Les mesures prises (1 siège sur 2, distanciation sociale, etc) ne peuvent pas pallier les insuffisances, notamment l'inégalité en terme de fourniture de masque, la plupart des travailleuses et des travailleurs ne disposent que de masques artisanaux et non conformes. Le nombre de nouvelles infections peut repartir à la hausse dans ces conditions, encore une fois causées par le gouvernement et le système capitaliste incapable de répondre sérieusement à l'urgence sanitaire.

Quant à l'éducation nationale, il a été décidé de rouvrir progressivement les établissements scolaires, hors enseignement supérieur. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, justifie cette décision par l'argument falla-

cieux selon lequel *« il faut ramener les élèves décrocheurs à l'école »*. Cette réouverture pose un très grave problème sanitaire car il est très difficile de faire appliquer les gestes barrières aux enfants. Les syndicats d'enseignants sont par ailleurs très inquiets. La CGT Educ'Action refuse de suivre la position du ministre Jean-Michel Blanquer. Le syndicat affirme que ce dernier « *ne s'intéresse qu'à l'aspect purement technique* » alors que « *la continuité pédagogique est avant tout une question humaine* ». Le regroupement des élèves, des professeurs et des personnels au sein de l'établissement inquiètent les syndicalistes qui dénoncent une « *réouverture imposée* » faite *« à marche forcée, prenant le risque de ne pas réunir les conditions de sécurité sanitaire des élèves et des personnels, de ne pas avoir de sens éducatif et pédagogique, de ne pas respecter les droits des personnels. »*

En réalité, le déconfinement fut lancé uniquement dans l'intérêt du patronat et des monopoles capitalistes. Geoffroy Roux de Bézieux, actuel président du Medef, a mainte fois martelé que *« le sujet numéro 1, c'est la reprise »*, précisant également que *« la grande majorité des entreprises sont prêtes […] à accueillir les salariés »*. Il faut dire que le coût de 2 mois de confinement pour la France se chiffre à plus de 120 milliards d'euros pour l'activité économique et plus de 5 points de PIB en moins sur l'année 2020. La croissance sera de l'ordre de -8%, la dette attendra 115% du PIB, tandis que l'indice CAC 40 poursuit sa chute depuis la fin janvier. L'épidémie de Covid-19 a donc joué un rôle de catalyseur d'une nouvelle aggravation de la crise générale du capitalisme. Afin de préserver les profits, les monopoles n'ont pas d'autres moyens que pressurer les salaires et les conditions de vie, ainsi que casser l'outil industriel quand celui-ci voit sa rentabilité baisser. Le déconfinement est donc aussi en toute logique marqué par une intensification des attaques des monopoles contre le peuple-travailleur et sa jeunesse.

La montée du chômage et de la précarité n'a pas été étrangère à la crise sanitaire. Certaines entreprises en ont profité pour licencier et la crise économique ne va qu'amplifier cette dynamique. Alors que le journal Le Figaro fait l'hypothèse d'un *« tsunami de licenciements »* inévitable à l'avenir, on peut voir que les réformes de l'assurance chômage vont dans le sens d'une diminution voire d'une suppression des allocations à destination des privés d'emploi. De plus, le confinement a privé de nombreux foyers de revenus et le chômage partiel n'est pas du tout suffisant pour beaucoup. La faim menace des couches du peuple-travailleur et sa jeunesse en France. Certains étudiants ont vu leur mode d'alimentation s'appauvrir, tandis que les demandes d'aides auprès du Secours Populaire et d'autres associations ont augmenté. Parmi les nouveaux demandeurs, se trouvent de nombreux salariés dont les revenus du chômage partiel ne suffisent plus pour faire vivre leur famille, d'autres qui étaient en CDD et se retrouvent sans emploi, des autoentrepreneurs, des femmes seules avec leurs enfants, des retraités et beaucoup de jeunes sans argent. Jusqu'alors, certains parvenaient plus ou moins à garder la tête hors de l'eau, mais la crise les a tous plongés dans la précarité alimentaire.

Tandis que les monopoles de la distribution ont organisé la spéculation sur les masques de protection, avec la complicité du gouvernement, les conditions de vie s'aggravent pour le peuple-travailleur et sa jeunesse. Nos droits démocratiques sont menacés et l'autoritarisme de l'État bourgeois se fait nettement ressentir. La crise sanitaire profite aux capitalistes et ces derniers entendent nous faire payer la crise. ★

Mobilisons-nous pour la défense et le renforcement des services publics : on veut plus de moyens pour la santé et la recherche scientifique, mais aussi les transports et l'éducation nationale ! Pour cela, les monopoles capitalistes doivent payer !

Mobilisons-nous pour la défense de nos droits sociaux et contre le « monde d'après » des capitalistes qui ne sera que destructions et privations !

CONFINEMENT, CRISE ET PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE : NON À LEUR AVENIR CAPITALISTE !

➤ **F.F.**

Début novembre 2019, Anas, étudiant de 22 ans, s'immole par le feu devant un Crous de Lyon pour dénoncer la situation difficile que subissaient comme lui de nombreux étudiants. Cet événement, s'il n'a pas été reçu de la même manière par tout le monde, a eu le mérite de mettre l'accent sur une réalité qui existe depuis longtemps, celle d'une précarité étudiante qui se fait de plus en plus importante. Les chiffres sont clairs: 1 étudiant sur 2 est obligé de travailler en parallèle de ses études pour pouvoir financer ces dernières, tandis qu'un étudiant sur 5 vit sous le seuil de pauvreté et dans des appartements parfois insalubres. Il était donc certain que l'annonce par le gouvernement du confinement et de la fermeture de certains secteurs d'activité allait fortement affecter les plus précaires.

La question du logement est un problème pour les 40% d'étudiants qui n'ont pas pu revenir chez leurs parents. On parle là d'étudiants parfois étrangers n'ayant pas les moyens ou le droit de revenir chez eux. La question de la qualité du logement est un problème majeur puisque ces étudiantes et étudiants se retrouvent confinés dans un espace restreint et / ou insalubre. Certains logements comme à Villeneuve-d'Ascq près de Lille proposent des conditions de vie déplorables où les chambres de 9 m² sont infectées de cafards ou de punaises de lit. Les services de base ne sont pas proposés puisqu'on peut aussi y trouver des douches communes hors-service. Des cas similaires existent dans d'autres villes comme à Toulouse ou à Lyon, ce qui montre que ce phénomène n'est pas ponctuel et isolé.

La fermeture de nombreux secteurs d'activité fermés, les étudiantes et étudiants qui vivaient de ces emplois voient leurs conditions de vie s'aggraver. Si le chômage partiel permet de maintenir un peu de stabilité, celui-ci ne comprend pas l'intégralité du salaire et pour ceux recourant aux heures supplémentaires pour vivre cela fait un écart de salaire non négligeable. Sans parler des étudiants en CDD qui se sont fait licencier par milliers pendant le confinement, perdant toute source de revenus pendant l'urgence sanitaire. En outre, les aides de l'État telles que celles proposées par le Crous sont insuffisantes pour les étudiants qui n'entrent pas dans les critères et le gouvernement peut se targuer d'offrir 200 euros ponctuellement, cela ne règle pas les difficultés déjà augmentées par la baisse récente des APL.

Aussi, rester enfermé dans un logement précaire et dans une situation financière instable n'aide pas à poursuivre ses études, surtout lorsque ces dernières se poursuivent via Internet. Pour compenser la fermeture des établissements les cours se font donc sur des plateformes non adaptées au nombre de connexions journalières. Ce système, s'il permet aux étudiants ayant un

accès à un Internet de qualité de continuer leurs cours, limite très sérieusement ceux n'ayant pas ou peu accès. Sans compter le fait que de nombreux étudiants qui ont des petits frères et des petites sœurs ont eu plus de difficultés à poursuivre leurs études durant le confinement. Le maintien des examens crée une situation d'inégalité importante, où de nombreux étudiants et étudiantes ne peuvent pas étudier convenablement et ont donc moins de chance d'obtenir leur année.

Si des initiatives locales existent pour soulager les étudiantes et étudiants précaires, afin de leur permettre d'avoir une vie correcte malgré l'ennui et la solitude qu'apporte une telle situation dans ces conditions, trop peu est fait de la part d'un gouvernement qui préfère aider les monopoles capitalistes et soulager les grandes fortunes. ★

De l'argent il y en a et ce n'est pas aux étudiantes et étudiants de payer la crise en voyant les budgets coupés dans l'enseignement, leurs aides sociales baisser et leurs conditions de vie s'aggraver.

Taxons les monopoles capitalistes !
Non à leur avenir capitaliste fait de précarité et de misère !

ANALYSE & DÉCHIFFRAGE :

COVID-19 ET CRISE CAPITALISTE

➤ ROX & BROSS

La période que nous vivons révèle le fait que le capitalisme est un mode de production obsolète, qu'il ne répond pas aux besoins des populations. Le Covid-19 n'a fait qu'accélérer et amplifier une crise qui était déjà là et dont les conséquences seront désastreuses pour le peuple-travailleur et sa jeunesse : licenciements, chômage, précarité, pression au travail, répression policière, fascisme, guerres. Historiquement, nous pouvons observer que chaque crise est de plus en plus forte, de plus en plus rapprochée et ses conséquences de plus en plus durables. Mais comment les crises du système capitaliste surgissent-elles ?

Recherche du profit, baisse tendancielle du taux de profit

L'un des caractères principaux du système capitaliste est la recherche constante du profit. Or, cette recherche du profit mène inévitablement la société capitaliste à subir des crises régulières. L'origine de ces crises marque l'absurdité du système capitaliste : elles ne sont pas causées par une sous-production, comme ce put être le cas auparavant dans l'histoire, mais au contraire par une surproduction. Le but des capitalistes, détenteurs des moyens de production, est d'augmenter leur production afin de vendre le plus de marchandises possible. La concurrence entre les divers capitalistes accentue encore ce phénomène dans la mesure où chaque capitaliste souhaite tirer plus de profits que les autres, et donc vise à produire et à vendre plus que les autres. On voit ainsi des marchandises produites en quantité énorme et croissante, ceci en permanence.

En même temps, l'augmentation de la production mène également à la baisse du profit réalisé sur chaque marchandise individuelle. L'amélioration de la production s'effectue en effet par l'amélioration de son efficacité par le biais de l'augmentation du machinisme. Les moyens de production permettent ainsi de produire la même quantité de marchandises avec une moindre portion de travail vivant (travail humain). Ainsi, on peut augmenter le volume mais aussi la rapidité de la production de voitures ou de téléphones avec l'usage de machines et avec un plus faible volume de travail. Mais cela mène la valeur de chaque marchandise à s'amoindrir avec l'augmentation de la productivité, en considérant que la valeur est déterminée par le temps de travail social nécessaire à la production d'une marchandise.

On appelle ce processus la baisse tendancielle du taux de profit. Elle pousse le capitaliste à produire toujours plus afin de compenser ce phénomène : il augmente alors son profit total, tout en aggravant dans le même mouvement la baisse du taux de profit (rapport entre la plus-value et le capital avancé). Le capitaliste continue ainsi à produire toujours plus mais son profit total augmente de moins en moins.

Pour compenser cette baisse du taux de profit, le capitaliste peut faire plusieurs choix : réduire les salaires, augmenter les cadences de travail, licencier et / ou utiliser des machines à la place des travailleuses et des travailleurs, puisque le travail de la machine est pour le capitaliste et dans l'immédiat moins coûteux et plus efficace que le travail humain. Les choix du capitaliste sont pourtant en contradiction avec sa volonté de revaloriser son capital. En effet, seul le travail vivant / humain est créateur de valeur ! La réduction du travail vivant incorporé dans chaque marchandise réduit inéluctablement leur valeur individuelle, mais elle réduit aussi et progressivement les profits des capitalistes.

Comment le Covid-19 a-t-il catalysé ce phénomène ?

Le rapport entre la production et la demande peut se désajuster en permanence dans les conditions capitalistes de la production, débouchant sur une production qui dépasse fortement et durablement la demande. C'est ce qui se passe avec le secteur pétrolier dont la production s'est poursuivie et les stocks n'ont fait que s'accumuler. En effet, le confinement de la moitié de la population mondiale a mis à l'arrêt les activités économiques consommatrices de pétrole, dont le tourisme et la production de matières plastiques. Or la production de pétrole n'a pas pu être arrêtée car les coûts d'arrêt puis de la relance de la production seraient énormes pour les monopoles du secteur. La production de pétrole a donc perduré pendant la période de confinement, des barils ont été accumulés et le prix de l'unité a chuté.

On arrive donc dans une situation où les stocks de marchandises ne sont pas écoulés puisqu'il n'y a pas d'acheteurs, ceci dans plusieurs secteurs de la production mondiale. Certains capitalistes, ne parvenant plus à vendre leurs produits, ou obligés de les vendre en-dessous de leur valeur, font faillite et des milliers de travailleuses et travailleurs se retrouvent sans emploi, aggravant la misère. Cette misère s'accroît continuellement alors même que les marchandises abondent : les capitalistes ne peuvent plus vendre leurs produits alors même que les travailleuses et les travailleurs en ont besoin pour vivre.

Le Covid-19 a donc catalysé, accéléré et amplifié un phénomène qui était déjà présent, de par la nature même du mode de production capitaliste.

Comment les bourgeois tentent de gérer la crise ?

Les capitalistes choisissent dans une grande majorité des cas de détruire ou de cacher les marchandises, plutôt que de les redistribuer ou les vendre sur le marché dans l'immédiat. Ceci afin de rééquilibrer le rapport entre l'offre et la demande qui les oblige à vendre les marchandises en-dessous de leur valeur. La destruction de capital passe aussi par la baisse de la production qui entraîne – outre des licenciements et des baisses de salaires qui affectent profondément la classe ouvrière – la sous-utilisation des machines et locaux, qui perdent leur valeur lorsqu'ils ne produisent pas. Cette destruction est la base de la réaction de la classe bourgeoise face à cette crise et le peuple-travailleur et sa jeunesse sont les grands perdants des crises de surproduction : licenciements, refonte du code du travail pour modifier les salaires à la baisse et le temps de travail à la hausse, ce qui entraîne perte en pouvoir d'achat, précarité, chômage et misère.

Au sein de la classe capitaliste, certains seront plus résilients que d'autres et ils élargiront leur production et leurs marchés aux dépens de la petite bourgeoisie et d'autres secteurs monopolistes. L'État bourgeois est mobilisé pour absorber financièrement les pertes du capital, via des nationalisations, des emprunts, des exemptions d'impôts et des cotisations patronales, etc. Les pertes du capital sont en fait mutualisées entre les classes de sorte que les travailleuses et les travailleurs paient la crise.

Une crise de surproduction débouche sur une période de bouleversements, de recompositions et d'instabilité politique, économique et sociale. C'est une période où il est envisagé par la bourgeoisie de faire la guerre pour utiliser du capital et des marchandises, pour ensuite reconstruire et relancer la machine économique.

Le fascisme est ainsi pour les bourgeois la meilleure réponse à la crise, notamment dans la répression et la destruction des mouvements ouvriers qui peuvent se renforcer dans la crise et freiner les velléités de la bourgeoisie. ★

On voit aujourd'hui la logique autoritaire se renforcer et les monopoles veulent nous faire payer coûte que coûte la crise de surproduction. Refusons leur avenir capitaliste fait de misère, de souffrances et de guerres ! Organisons notre colère pour renverser un système capitaliste pourrissant et qui détruit nos vies !

LE SAVAIS-TU ?

La crise de 1929 a entraîné une baisse historique des importations de marchandises dans les pays du centre impérialiste (Etats-Unis, Europe) et donc de la demande globale. Ceci à tel point que les pays producteurs et exportateurs de marchandises agricoles ne trouvent plus d'acheteurs. Les marchandises s'entassent et leurs prix chutent face à une demande qui s'effondre.

Au Brésil, la baisse des cours du café est contrée par un plan de rachat du gouvernement qui reprend les excédents de la production. Mais l'Etat ne peut pas stocker indéfiniment les stocks de marchandises agricoles et donc périssables, et il ne peut pas aussi y consacrer des ressources croissantes aux dépens de dépenses plus utiles. Après trois ans de stockage, les autorités brésiliennes cessent leurs interventions : le prix s'effondre, les stocks de café n'ont plus de valeur et ils sont coûteux à maintenir. On jette alors le café à la mer ou on le brûle, parfois dans les locomotives à la place du charbon.

LOI AVIA

UN RENFORCEMENT DU VIRAGE AUTORITAIRE !

➤ JIM

Définitivement votée le 13 mai 2020, après plusieurs mois de débat et de modifications, la loi Avia concerne les contenus haineux sur Internet. Il s'agit ici pour l'État de renforcer ses dispositions dans la lutte contre ces contenus et de contraindre certaines plate-formes internet de retirer ces derniers dans un délai établi (1h à 24h) sous peine de payer une amende. Plusieurs types d'infractions sont mises en avant et le texte révèle toute la volonté de l'État à étendre son champ d'action juridique, en se basant sur la célèbre « loi fake news » (fin 2018).

Il est certain que la lutte contre les contenus haineux – discriminations, harcèlement sexuel, etc. – doivent être combattus. Mais le problème n'est pas là. En effet, il est particulièrement inquiétant de voir un État bourgeois de plus en plus autoritaire étendre son champ d'action dans ce domaine, quand dans le même temps il n'apporte pas de réponse durable aux victimes de ces contenus, mais aussi à ceux qui en sont la source. Ce n'est pas parce qu'on légifère et que l'on punit les individus en infraction que ces contenus haineux vont disparaître. Autrement dit, combattre l'obscurantisme et la bêtise avec des textes de loi et des dispositions autoritaires ne semble pas être efficace pour avancer vers une société où les discriminations n'auront plus leur place. Combien pourraient se renforcer dans leurs convictions en étant censurés et punis, lorsqu'ils se sentiront alors brimés dans leur « liberté d'expression » et leur « liberté de conscience » ? De la même manière que pour les fake news, la censure n'a fait que renforcer le camp de l'obscurantisme, certains n'hésitant pas à poursuivre leur déversement de contenus antiscientifiques. Ce n'est donc pas parce que l'on ferme une porte que ce qui existe de l'autre côté s'annule et s'anéantit. Bien au contraire.

Dans le lot, la loi Avia comprend des dispositions qui peuvent inquiéter plus d'un, notamment dans le champ de la liberté de conscience, du débat scientifique et de l'engagement militant. Et cela semble bien être le cœur du problème. Car «contenu haineux» peut être interprété à la sauce bourgeoise. Un slogan syndical, appeler à une manifestation, ou militer pour la révolution peuvent être considérés comme haineux. En fait, la catégorie reste floue pour pouvoir étendre et jouer sur les dispositions de manière tout à fait opportuniste et c'est le CSA, dont le président est nominé par le Président de la République française, qui décide et qui inflige les sanctions économiques et administratives. À tout moment, militer pour un projet de société différent peut être considéré, de par les moyens révolutionnaires défendus, comme une apologie à la haine voire la défense d'une idéologie totalitaire et donc haineuse. C'est déjà le cas en Pologne, où les militants communistes et syndicalistes sont menacés d'emprisonnement par le pouvoir nationaliste.

En somme, la loi Avia reflète le processus de renforcement de l'autorité de l'État bourgeois et de la dictature des monopoles. Cela reflète toute la volonté de polir le langage et de brouiller le rapport à la réalité, de taire par exemple la dénonciation des violences policières (cf. Camélia Jordana).

Il est particulièrement frappant de voir que même la loi fake news n'a pas épargné les gouvernants de propager des fausses informations. Alors, dans le cas de cette nouvelle loi, quid des violences policières, du mépris de classe de la part des gouvernants et des propos haineux de personnages comme Eric Zemmour à l'égard des migrants et des travailleurs musulmans ? ★

LA MÉDECINE CUBAINE ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

➤ TARAS

Alors que la pandémie de Covid-19 continue de se propager sur toute la planète, causant d'énormes souffrances et pertes en vies humaines, l'existence de deux approches différentes est confirmée. L'une insiste sur les profits au détriment de systèmes de santé solides, gratuits et de qualité, pour le bien-être et la sécurité des populations. L'autre donne la priorité aux peuples-travailleurs et leur jeunesse, à leur santé et à leur bien-être avant tout autre intérêt.

Au milieu de la pandémie de Covid-19, les travailleuses et travailleurs de différents continents ont été témoins de la solidarité et de l'internationalisme manifestés par Cuba socialiste en réponse à des appels à l'aide, envoyant des équipes médicales dans des dizaines de pays, dont des pays plus développés et plus riches que l'île caribéenne. Cette réponse humanitaire est la continuité de décennies de mise en œuvre de cette pratique désintéressée, lorsque des médecins et des infirmiers cubains sont allés aider des pays qui ont été touchés par des épidémies ou des catastrophes. L'Italie, un des pays les plus atteints par le virus, a été un des premiers pays à recevoir de l'aide de Cuba. La brigade cubaine en Italie a compris des médecins et infirmiers vétérans de la lutte contre Ebola en Afrique, ce qui montre à la fois l'expérience et tout le sérieux des Cubains en matière d'internationalisme médical.

Aujourd'hui, Cuba est l'un des derniers États socialistes dans le monde. Depuis la révolution de 1959, ce pays est soumis au blocus criminel des États-Unis. Malgré cela, l'économie socialiste a permis à Cuba de développer son système de santé. À l'époque de l'existence du bloc des États socialistes, notamment l'URSS, la coopération entre ces pays dans de nombreux domaines avait contribué au développement de Cuba et notamment celui de la médecine. Mais suite à la contre-révolution dans la majorité de ces États, Cuba s'est retrouvé privé de cette aide et le blocus américain a été d'autant plus difficile à supporter dans les années 1990. La période spéciale de ces années 1990 a été un moment difficile et éprouvant pour le peuple cubain qui a montré sa capacité à faire des sacrifices pour conserver son système socialiste et son indépendance nationale.

Malgré tout, l'économie cubaine est restée sur les bases socialistes et la priorité donnée aux besoins de la population a permis à faire du système de santé cubain l'un des meilleurs au monde jusqu'à aujourd'hui. Avec 1 médecin pour 148 habitants (source OMS) Cuba est le pays au monde le mieux pourvu dans ce secteur. De plus, dans chaque quartier, village et division territoriale, un ou plusieurs médecins portent la responsabilité de l'état de santé général de la population de leur secteur. La médecine cubaine, comme auparavant la médecine soviétique et celle

des démocraties populaires, mise avant tout sur la prévention. Ainsi, chaque habitant de l'île passe obligatoirement une visite médicale générale, quelque soit son état de santé, au moins une fois par an, afin de prévenir d'éventuelles maladies. Cela justifie aussi un large développement de différents vaccins dont jouissent les Cubains. Ce système contraste énormément avec celui du système capitaliste, en voie de privatisation, où les prolétaires doivent attendre d'être malades avant de s'adresser à un spécialiste, généralement impatient d'encaisser le paiement à la fin de la consultation. La crise du Covid-19 a bien montré les limites du système de santé soumis à la logique du profit dans les pays capitalistes européens et américains notamment.

Alors que le mot «solidarité» est répété, à travers le monde, comme l'approche nécessaire pour que la planète entière affronte la pandémie, les États-Unis ont choisi d'intensifier le blocus financier, économique et commercial imposé illégalement à Cuba. En ces temps critiques, alors que l'espèce humaine est en péril, les États-Unis, en vertu de l'imposition de la clause extraterritoriale de la loi Helms-Burton, font obstacle à ce que du matériel de ventilation, des kits de test ou autres, puissent arriver ou être acquis par les autorités cubaines. Les potentielles sanctions américaines à l'égard d'entreprises qui acceptent de commercer avec Cuba sont tellement contraignantes que l'île ne peut pas se fournir en matériel médical nécessaire pour combattre l'épidémie et les maladies infectieuses en général. C'est la manifestation la plus effrayante et la plus nauséabonde d'un blocus criminel qui dure depuis plus de 60 ans.

De nombreuses organisations politiques et organisations de jeunesse, de nombreux syndicats et diverses associations à travers le monde s'opposent au blocus criminel dont souffre le peuple cubain. En France, l'association Résistance et Solidarité œuvre au développement de la

solidarité auprès de ceux qui font le choix de résister aux logiques d'une mondialisation capitaliste marquée par la promotion des valeurs individualistes et de la concurrence. L'association a pour objectif l'appui matériel (éducation, santé, etc.), financier et moral auprès des populations qui initient des processus de résistance aux logiques capitalistes à l'échelle étatique, régionale ou locale, la défense des libertés démocratiques à travers ses aspects trop souvent oubliés (libertés syndicales, droit de grève, etc.), la promotion de la paix, l'amitié et la solidarité entre les peuples. Résistance et Solidarité mène une large campagne d'information sur le système de santé cubain et cherche à apporter son soutien à travers l'acheminement du matériel médical et des médicaments grâce aux dons des personnes ou des organisations qui sont solidaires avec cet État anti-impérialiste et qui s'opposent à l'injustice du blocus.

A l'échelle européenne, Medicuba-Europe a lancé une campagne pour l'acquisition de matériel médical pour aider Cuba dans sa lutte contre le Covid-19. En France, cette campagne a été relayée par l'association Résistance et Solidarité. En trois semaines de campagne, un formidable élan de solidarité a grandi de jour en jour. Au total, 28.170 euros ont été collectés grâce à la générosité de nombreux particuliers et à la contribution décisive de plusieurs organisations de la CGT, dont l'Union Départementale CGT des Bouches-du-Rhône, l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne, l'Union Locale CGT Marseille/Saint Lazare et bien d'autres qui ont répondu à l'appel à la solidarité du secrétaire général de la Centrale des Travailleurs de Cuba.

Cette somme de 28.170 euros s'inscrit dans un projet à l'échelle de l'Europe, élaboré en partenariat avec le Ministère de la santé publique de Cuba, projet qui s'élève à 156.000euros et permettra notamment l'achat de réactifs pour les tests de dépistage du Covid-19 et de matériel de protection du personnel médical comme les masques.

L'UJC et l'ensemble de ces organisations réaffirment leur condamnation du blocus criminel et appellent à amplifier la solidarité internationaliste avec le peuple cubain. C'est une lutte commune et mondiale contre un système capitaliste-impérialiste qui montre toute son obsolescence et sa nocivité pour la vie. ★

À PROPOS DE CUBA

★ PREMIER PAYS DU MONDE À AVOIR ÉLIMINÉ LA TRANSMISSION MÈRE-ENFANT DU VIH ET DE LA SYPHILIS

★ DEPUIS 1969 CUBA A ENVOYÉ EN MISSIONS PLUS DE 325,710 AGENTS DE SANTÉ DANS 158 PAYS

★ 99% DE TAUX D'ALPHABÉTISATION ET L'ENSEIGNEMENT EST GRATUIT DE L'ÉCOLE PRIMAIRE JUSQU'À L'UNIVERSITÉ

SOURCES : THE LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN PEDAGOGICAL INSTITUTE, NY TIMES, CUBAN NATIONAL OFFICE OF STATISTICS, TELESUR

LÉNINE 150

➤ ERCOLE

Le 22 avril 1870 naissait Lénine

Personnage central du mouvement ouvrier dans le monde, Lénine fut celui qui, le premier, réussit à guider une révolution populaire vers une version concrète du socialisme-communisme théorisée par Karl Marx et Friedrich Engels.

Né dans une famille petite bourgeoise anoblie, il est éduqué dans des valeurs libérales et progressistes. Lénine et sa famille sont toutefois ostracisés : son frère aîné est exécuté par le Tsar suite à un complot raté. Ce sont des facteurs qui ont joué un rôle dans l'adhésion de Lénine au marxisme et son enrichissement théorique et pratique.

Lénine et la révolution russe

C'est grâce à sa capacité à organiser le Parti en un bataillon de révolutionnaires de choc, disciplinés et efficaces qu'il se démarquera des autres révolutionnaires de l'époque. Les bolcheviques mettront fin avec la révolution d'Octobre 1917 au chaos généralisé causé par la chute du Tsar et par l'établissement gouvernement bourgeois inefficace qui voulait poursuivre la guerre, tandis que la majorité du peuple russe demandait la paix. Par la suite, les bolcheviques se sont montrés capables de construire une nouvelle société progressiste dans les ruines d'un empire russe arriéré technologiquement et dont la population laborieuse est illettrée, ceci après une guerre civile dévastatrice provoquée par l'ingérence des impérialistes occidentaux.

Lénine donna au concept de dictature du prolétariat une application concrète, avec la construction d'un État socialiste. Cette dictature du prolétariat a permis la conquête de droits démocratiques pour le peuple russe : participation politique, droits des femmes, inclusion de l'écologie dans la production, etc. Alors que les anciennes classes dominantes et les impérialistes occidentaux dénonçaient la dictature du prolétariat, synonyme de « Terreur Rouge », celle-ci a été synonyme d'avancée concrète et rapide d'une situation quasi-médiévale à un pays développé, capable de vaincre le nazisme en Europe et d'envoyer le premier humain dans l'espace.

Plus largement, la révolution russe a inspiré des millions de femmes et d'hommes dans le monde et l'URSS a soutenu des révolutions anti-coloniales. La pensée de Lénine a donc été décisive dans la révolution russe et dans les combats du XXe siècle. Tandis que la propagande bourgeoise réduit le marxisme-léninisme à un mode de pensée archaïque et sanguinaire, nous affirmons que le marxisme-léninisme est dangereux pour les classes dominantes mais émancipateur pour les peuples-travailleurs et leur jeunesse. La période actuelle montre par ailleurs que Lénine conserve encore toute sa portée, sa justesse et son actualité. ★

VIOLENCES POLICIÈRES
CONFINEMENT ET CAPITAL EN CRISE

➤ MANOLO

De Villeneuve-la-Garenne à Bordeaux en passant par l'inévitable Seine-Saint-Denis, la période de confinement a vu comme c'était à prévoir une explosion de la violence policière. En plus des cas de tabassage et humiliations parfois rendus publics par l'acharnement de témoins et de proches des victimes, il faut ajouter les douze homicides recensés pendant ces deux mois dont la police s'est rendue coupable. Devant chaque cas devenu trop viral pour être mis sous le tapis, c'est à quel éditocrate déterrera le premier le casier judiciaire de la victime. De ce point de vue au moins aucune perturbation n'a pu être constatée. Mais nul journalisme de préfecture ne peut masquer ce fait indéniable : la milice publique s'est déchaînée.

Le bras armé de l'État bourgeois, dont le rôle est de contenir la pression des masses laborieuses à son encontre, dans ce contexte de grande tension sociale ne pouvait s'illustrer mathématiquement que par l'accentuation de ses actions anti-populaires. Malgré la crise sanitaire l'enjeu demeure pour les monopoles et leur État de voler le surtravail. Par le manque à gagner issu de la raréfaction des emplois encore occupables et de la désorganisation du télétravail, l'équilibre de la bourgeoisie s'est retrouvé perturbé. C'est en toute logique qu'elle a procédé à une intensification policière là où les masses laborieuses auraient pu profiter de cette brèche.

Nulle dispersion manu militari de petits attroupements festifs de cadres supérieurs ni d'agression physique pour des petits bourgeois faisant leur promenade quotidienne sans attestation, alors qu'à l'inverse les lieux récurrents des agressions et homicides policiers sont immanquablement des lieux de concentration populaire. Ainsi le 16 mars à Aubervilliers Ramatoulaye B., 19 ans, ayant présenté à un contrôle une attestation manuscrite, donc parfaitement légale, a subi l'agression des forces de l'ordre au moyen de tasers avant d'être embarquée au poste. Ou encore le 8 avril à Béziers, Mohammed Gabsi, 33 ans, arrêté pour « non-respect du couvre-feu », décède entre les mains de la police lors de son immobilisation.

Pour le 1er Mai, Journée Internationale des Travailleurs, la manifestation parisienne a été réprimée avec violence, alors qu'à Montreuil une soupe populaire était dispersée à la matraque, les policiers procédant à la verbalisation de toutes les personnes présentes au titre de « manifestation revendicative ». On ne saurait trop s'inquiéter à l'avenir de tels intitulés. Parallèlement le rendez-vous annuel du Rassemblement National en hommage à la sainte patronne des chauvins et fascistes Jeanne d'Arc a pu se dérouler, en la personne de Marine le Pen et son vice-président Jordan Bardella, devant les caméras sans être en rien importuné par les pouvoirs publics.

Ne se bornant nullement à la seule répression des manquements, ou jugés tels, au confinement, l'État a très bien su profiter du phénomène pour sa mission de garde-fou de classe. À ce titre la période peut être considérée comme un véritable laboratoire des latitudes dont compte jouir le pouvoir dans sa fuite en avant fascisante.

La confrontation du travailleur isolé face à des brigades mobilisées de policiers, l'absence totale de témoins, la hardiesse exigée par les pouvoirs publics pour réprimer toujours plus fort, l'acharnement décuplé à ne rien céder devant les victimes, tous ces éléments ont infusé les pratiques policières dans leur ensemble. Si la répression du mouvement des Gilets Jaunes, et avant elle celle du mouvement populaire contre la loi El Khomri, a démontré une volonté radicale de brutalité face à la contestation, celle gravitant autour du confinement dénote une volonté d'organisation stricte, systématique, de celle-ci. Il s'agit ici d'organiser une impuissance fondamentale face à cette répression. En atomisant les groupes et les résistances, quartier par quartier, logement par logement, en soustrayant autant que possible l'action policière aux regards, l'État tente d'imposer plus d'opacité encore autour de ses forces de l'ordre.

Très significative est l'adoption en pareilles circonstances, bien que déconnectée de la situation sanitaire, de la loi-bâillon Avia qui dote la police de pouvoirs en matière de censure relevant d'ordinaires des tribunaux.

Empêtré dans ses contradictions, le capital vit une situation de crise bien antérieure et bien plus large que celle du Covid-19. Les profits s'avèrent menacés et les appétits capitalistes s'aiguisent alors que les rivalités impérialistes vont s'accentuant. Dans ce contexte, les monopoles se dirigent de plus en plus sûrement vers une solution de sortie de crise de type fasciste. Ainsi devisait le chef de file du MEDEF Roux-de-Bézieux sur les mérites comparés des systèmes « démocratiques » et « autoritaires » en cas de crise soudaine. Or on ne passe pas de l'un à l'autre en un claquement de doigts.★

Face aux gradations à venir de la violence policière, soyons mobilisés, organisés et combatifs.

En finir avec la violence policière, c'est avant tout en finir avec la domination bourgeoise.

TERRORISME MÉDIATIQUE
ET CONTRÔLE SOCIAL

➤ JIM

L'usage massif, intense et quotidien des médias est un trait caractéristique des sociétés capitalistes tardives. « Informer » et « communiquer » sont les maîtres mots de notre époque : il s'agit toujours plus de dire ce qui se passe, d'utiliser des mots et des images pour représenter le monde, à tel point qu'un « événement » n'existe pas s'il n'est pas emparé par les médias. Cette quête à une exhaustivité illusoire et naïve se traduit par une emprise des individus par des technologies de l'information de plus en plus présentes et de plus en plus intrusives. La crise sanitaire a révélé d'une part tout le potentiel sécuritaire qui se présente aux gouvernements bourgeois au travers des technologies de communication, et d'autre part la possibilité des médias d'instaurer un climat de terreur qui a pour conséquence de renforcer la domination de la classe capitaliste sur le peuple-travailleur et sa jeunesse.

En France, a été évoqué et sérieusement envisagé la possibilité du recours, sur la base du volontariat, à l'usage d'applications de traçage numérique permettant aux autorités de retracer les chaînes de contamination, en surveillant les déplacements et les activités des individus dans l'espace. Équivalent au bracelet électronique, on peut sérieusement douter de l'efficacité de cette surveillance numérique pour combattre le virus, les dépistages massifs et l'ouverture de centres et de postes médicaux étant les moyens concrets les plus efficaces pour combattre rapidement la propagation du virus. Quand l'urgence est à la protection des travailleuses et des travailleurs, du bas âge aux plus âgés, les capitalistes n'ont en tête que de renforcer les dispositifs pour assurer leur domination de classe. Ceci quand bien même ces dispositifs sont déclarés temporaires par les mêmes qui promeuvent et mettent en place des dispositifs. Car ce qui est temporaire pour la dictature de classe des capitalistes est en passe de se normaliser, il suffit pour cela de voir l'État d'urgence voté fin 2015, devenu permanent et renforçant la domination de la dictature des capitalistes. On peut faire la même hypothèse pour l'usage des drones dans l'espace public (après leur usage dans les manifestations et lors du confinement), la détection faciale, les caméras thermiques, etc.

Peut-on parler de progrès technologique lorsque la technologie est au service des intérêts de la classe capitaliste ? Rappelons que cette même classe s'enrichit sur le dos des travailleuses et des travailleurs et détruit nos vies par l'austérité généralisée, l'attaque des services publics, le chômage, la précarité et la destruction de l'environnement. La technologie devient alors un moyen pour les monopoles et les gouvernements à leur solde de renforcer leur domination, leur dictature de classe, alors qu'elle présente de nets potentiels pour améliorer les

conditions de vie et de travail des travailleuses et des travailleurs. Ce qui nous attend pourrait faire envier les dystopies, les gouvernements pouvant contrôler et surveiller les individus dans l'espace, violant ainsi les libertés fondamentales sous prétexte d'État d'urgence sanitaire ou d'une quelconque raison impliquant le « bien commun ». À ce titre, la mise en place de primes a été évoquée à destination des médecins qui « renseigneraient » à l'État les patients atteints du Covid-19, tandis que des « fiches pédagogiques » sont en passe d'être mises en place chez les enseignants afin de signaler les élèves qui tiendraient des « propos inacceptables ». L'enjeu sécuritaire et la surveillance généralisée sont donc une réalité chez les capitalistes et l'État bourgeois.

Si la responsabilité des capitalistes et des gouvernements bourgeois dans la crise sanitaire se présente désormais à nous, presque sur un plateau d'argent, ces derniers n'ont pas tardé d'employer tous les moyens médiatiques pour créer un climat de terreur. Il est par exemple devenu banal d'entendre parler du Covid-19 tous les jours à toutes les heures et en boucle à la télévision et à la radio, à tel point que nos conversations ont été polarisées autour de ce sujet. Par ailleurs, c'est la rhétorique guerrière qui a été employée par Emmanuel Macron dès le début de la crise sanitaire, justifiant ainsi la nécessité des capitalistes de créer une unité nationale qui reporterait à plus tard les débats et tensions sociales (notamment autour de la réforme des retraites). Ce climat de guerre avec un « ennemi de l'intérieur » est un instrument bien utile pour légitimer les mesures autoritaires et sécuritaires de l'État, tout en tentant de diviser les travailleuses et les travailleurs. Au-delà d'une malavisée sous-estimation de la dangerosité du virus qui circule encore, il faut voir que le climat de terreur crée une méfiance généralisée entre

les individus : l'autre est potentiellement un porteur du virus. C'est un climat qui profite à celles et ceux qui le créent au travers des médias et qui veulent porter l'entière responsabilité de la propagation du virus et de l'augmentation du nombre de morts sur les épaules des travailleuses et des travailleurs. En effet, ces derniers seraient indisciplinés, ils manqueraient de civisme et ne seraient que des abrutis qui ne pensent qu'à vouloir profiter du beau temps. En plein confinement, les images de foules dans les magasins ou faisant la queue devant un MacDonald's, la dénonciation arbitraire des personnes qui se trouvaient à l'extérieur (y compris de nombreuses dénonciations à la police!) et beaucoup d'autres exemples, ont été le support de ce déversement de haine de classe qui s'est banalisé, à tel point que nous manquons parfois d'armes pour prendre du recul pour analyser ces situations, voir la réalité d'un système de santé désastreux qui est le résultat des politiques d'austérité des capitalistes, ainsi que la responsabilité d'un système capitaliste qui continue à faire travailler dans des secteurs non-essentiels de la production.

Ce que l'on voit ainsi, c'est l'exploitation par les capitalistes des sentiments de peur, d'inquiétude, d'incertitude chez les jeunes, sentiments qui régnaient chez les jeunes avant l'épidémie (peur de perdre son emploi, incertitude quant à son avenir professionnel, etc.) et qui sont renforcés par la période actuelle. Ceci dans une logique de les pousser à l'obéissance et à taire leur colère, dans une perspective d'intimidation, en somme. C'est la définition même de « terrorisme ».

« Redresser le pays », telle est la nécessité que nous imposent les capitalistes. Mais ne nous trompons pas : ces derniers veulent nous faire payer la crise. Dès à présent, il s'agit de sacrifier ses congés payés, ses RTT, de travailler plus, d'accepter les restrictions des libertés individuelles et collectives pour aider la « nation ». À cela les médias ont préparé le terrain durant le confinement et leur « jour d'après » n'est qu'une vaste farce consistant à relancer la machine économique et l'accumulation de profits. La terreur médiatique est donc un moyen de détourner, de faire diversion afin de cacher au mieux la responsabilité de classe des capitalistes dans la crise sanitaire et le nombre de morts inacceptable. Cette terreur, en créant la méfiance généralisée, tend à détruire les liens et la conscience de classe au sein du peuple-travailleur et de sa jeunesse. L'ambiance nauséabonde et ultra-individualiste que les capitalistes créent et entretiennent a pour but de faire reposer la crise sur ceux qui la subissent.

L'urgence est donc de poursuivre la création de solidarités et le renforcement de notre conscience de classe dans le combat qui se profile. Déjà pendant le confinement, beaucoup ont répondu à l'appel de ne pas céder à l'ultra-individualisme ambiant, en s'entraidant et en poursuivant la lutte sur le plan des revendications. Les capitalistes créent la peur et la désorganisation, à cela il faut transformer sa peur et sa colère en organisation, seul moyen de faire face aux attaques de classe qui se profilent. ★

LA TRIBUNE DES "150 PERSONNALITÉS DE GAUCHE" OU L'INEPTIE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

➤ MIGUEL

La crise générale du capitalisme due à la baisse tendancielle du taux de profit, et surtout les périodes de crise de surproduction comme celle qu'on vit à ce moment, poussent les contradictions capitalistes (intra-bourgeoises, inter-impérialistes mais aussi la contradiction capital-travail) vers l'extrême. La fragilité que ces crises imposent aux processus de reproduction du capital fait que le combat des différents secteurs de l'ensemble de la bourgeoisie pour imposer leur propre sortie de crise soit virulent pendant ces périodes. À la gestion de ce combat politique entre secteurs de sa classe sociale s'ajoute pour la bourgeoisie la gestion de la contradiction capital-travail, de la lutte de classes. On aura compris, si le combat entre secteurs de la classe bourgeoise pour imposer leur issue aux crises systémiques se résout dans le politique, ces crises sont des périodes vouées à la recomposition des champs politiques, des combats autour de la gestion de l'appareil d'État mais aussi du rapport entre les États.

Cette présentation était nécessaire pour introduire le sujet qui nous occupe ici : la stratégie et le rôle actuels de ce qu'on appelle « gauche » dans le vocabulaire politique bourgeois. Après la branlée que les partis de la gauche traditionnelle se sont prise lors des élections présidentielles en 2017, leur incapacité de traduire les aspirations du peuple laborieux en action politique (en faveur du Front National !) s'est doublée d'une crise d'organisation pour résoudre la question du « leadership » et de la stratégie de cette gauche déboussolée.

C'est ainsi que la campagne dite « d'unité de la gauche », toujours en vigueur mais en évolution comme on va voir, a commencé pour les élections municipales de 2020. À la tête de cette campagne, des partis minoritaires de la gauche comme le PCF, Génération.s et EELV faisaient la cour à la France Insoumise, parti de gauche le moins perdant en 2017, pour préparer ces élections municipales. Sans surprise, le PS en chute libre a dépoussiéré ses drapeaux et son poing en l'air pour adhérer à cette stratégie. Cela débouche sur la lamentable spectacle d'« union de la gauche » que la sociale-démocratie a brandi en mars 2020. Des alliances locales, sans programme, sans cohérence, irrégulières dans le territoire, anarchiques, dont le vide politique ne traduit qu'une disposition totale à la gestion des affaires capitalistes.

La déclaration dite des « 150 personnalités de gauche » publiée le 14 mai dernier sur Libération, Mediapart, Politis, Regards, L'Humanité et L'Obs, est un appel que l'on peut considérer comme une tentative de rationaliser et de remplir le vide programmatique de cette feinte d'unité de la gauche. Au centre, l'alliance EELV-PS à laquelle s'ajoute Génération.s, vise avec cet appel à prendre l'initiative stratégique de la gauche dans la recomposition du champ politique. Le PCF se trouve entre l'enclume de ses « partis frères » de la sociale-démocratie et le marteau d'une indépendance politique formelle qu'un secteur du parti voudrait timidement maintenir. Pour le PCF le paradoxe se résout à la sauce PCF

post-22e Congrès : libre à chacun de faire ce qu'il veut. C'est pourquoi Ian Brossat, Cécile Cukierman et Pierre Laurent ont décidé de signer la tribune à titre individuel. Tout ça vous dit quelque chose ? Effectivement, l'appel des «150» semble s'encadrer parfaitement dans la recomposition du champ politique en moments de crise qu'on mentionnait plus haut. Et le contenu de l'appel s'ajuste, lui aussi, au critère fondamental évoqué : le combat pour construire une ligne représentative des intérêts particuliers d'une partie de la bourgeoisie, mais aussi des intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie dans sa lutte de classes contre la classe ouvrière et le peuple travailleur. Et c'est à cela que s'attellent les PS-EELV-Génération.s et les fragments signataires du PCF.

Avec l'imposture revendicative qui caractérise la sociale-démocratie dans la préparation de chaque élection - et qui s'écroule avec une précision de métronome dès qu'ils accèdent à la gestion des instances d'État -, la tribune recueillit un ensemble de propositions pour « préparer l'avenir ». Et on ne peut pas dire qu'ils n'ont pas rempli leur rôle de meilleurs partisans du statu-quo de classes capitaliste dans la démocratie bourgeoise. Dès le début ça promet : ils accusent « les politiques dominantes et le capitalisme financier » de nous avoir menés à une impasse et ils proposent d'engager « les transformations sociales et économiques trop longtemps différées » ! Le sens arachnéen des jeunes communistes s'active immédiatement dès qu'on entend ça de la bouche du PS. Et il ne nous trahira pas.

Dans la ligne du gouvernement Macron, ils appellent à la solidarité nationale pour que les « familles vulnérables, comme celles qui viennent brutalement de plonger dans le chômage et la pauvreté […] y compris les jeunes, qui ont vu leur travail et leurs revenus disparaître ». Ils proposent une « prime pour le climat » (?) pour « sortir les plus pauvres de la précarité énergétique ». Le chômage, la pauvreté, la perte d'emplois et de revenus sont pour ces « personnalités de gauche » des données immuables, les millions de licenciements et non-renouvellements de CDD suite à la crise ne sont pas pas remis en cause, certainement pour assurer la viabilité des entreprises qui après tout, nous dit la bourgeoisie, sont celles qui créent des emplois. Au lieu d'interdire les licenciements, ces politiciens bourgeois optent pour faire peser le poids du confinement sur les travailleurs et travailleuses licenciés, sur la Sécurité Sociale et sur la dette publique, payée par les travailleurs aujourd'hui plus que jamais après les milliards d'euros en cadeaux fiscaux que

l'État français donne aux capitalistes depuis des années.

Et justement dans la ligne de la dette publique, cette bien triste avant-garde de la gauche brandit une fois de plus le drapeau déchiré de « l'Europe Sociale » pour demander « des formes inédites de financement en commun pour empêcher une hausse de l'endettement des États ». Bon, ils doivent être ravis d'apprendre que le 18 mai dernier, à peine 4 jours après la publication de leur tribune, Macron et Merkel les doublaient « par la gauche » en proposant que la Commission Européenne s'endette à hauteur de 500 milliards de dollars à transférer aux États et aux régions ! Opacité totale quant aux conditions de remboursement dans l'accord, la seule certitude c'est que tout sera fait au niveau des instances de l'UE pour que ce soient les travailleurs et travailleuses de tous les pays européens qui remboursent, le capital supportant le moindre poids possible.

Les signataires se prononcent aussi sur la politique industrielle du capital. Cette politique a démontré son inefficacité quand pendant la pandémie les chaînes de production et de distribution des produits médicaux basiques se sont rompues instaurant - avec l'inestimable soutien de la spéculation massive de la part des grands groupes de distribution commerciale - une importante pénurie qui a mis en grave danger le personnel médical mais aussi l'ensemble du peuple laborieux (pour approfondir à ce sujet, lire notre article Honeywell, pénurie de masques : le capitalisme responsable). Et bien, nos chers sociaux-démocrates affirment fermement que « il appartient à la puissance publique d'identifier avec tous les acteurs les secteurs stratégiques à relocaliser au niveau français ou européen, les chaînes de valeurs à contrôler et les productions à assurer au plus proche des lieux de consommation ». Alors que ce sont les États bourgeois mêmes qui, à travers la création de l'UE, la signature des centaines d'accords de libre commerce et de libre circulation du capital, la guerre là où le capital trouve un obstacle trop récalcitrant, qui a donné au capital monopoliste le cadre lui permettant de mettre en place la politique industrielle actuelle basée sur les investissements étrangers. Ils enfoncent le clou en assurant que « La mise en oeuvre de nationalisations là où il le faut doit permettre non de mutualiser les pertes, mais d'atteindre des objectifs d'intérêt général ». Or objectivement, la nationalisation dans les conditions actuelles ne peut être autre chose qu'une mutualisation des pertes ! Cette phrase révèle l'absolue ineptie de la sociale-démocratie quand il s'agit de cacher sa réelle allégeance de classe.

La dispute de la sociale-démocratie contre les autres courants bourgeois reflète les conflits internes de la bourgeoisie sur la gestion de l'État. Mais ces différences entre secteurs de la bourgeoisie ne peuvent pas cacher leur intérêt commun de maximiser l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière et des couches populaires, là où tous les courants politiques bourgeois sans aucune exception sont d'accord. Ils cachent sous une couverture sociale leur renoncement à la lutte contre la précarité, leur dévouement à la cause du capital. Leurs propositions dévoilent leur caractère de classe dès qu'on gratte la surface. Les mesures essentielles promues par la bourgeoisie sont contenues dans le programme de la sociale-démocratie, dont la fonction « sociale » est au mieux un retard de l'application de certaines mesures ou l'ajout de tel ou tel geste pour la galerie.

Il est temps pour le peuple-travailleur et sa jeunesse de se défaire de l'influence funeste des « gentils » marchands d'esclaves de la sociale-démocratie. Les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie sont irréconciliables et aucune politique bourgeoisie ne peut être positive pour nous ! La seule réelle issue politique est d'assurer l'indépendance de classe de nos organisations syndicales et politiques, et de pousser notre formation politique pour identifier les pièges tendus par notre ennemi de classe. ★

LE SAVOIR EST NOTRE ARME !

La République Populaire Démocratique de Corée (RPDC) et Cuba, deux pays socialistes, ont réussi à prévenir et combattre efficacement le Covid-19 sur leurs territoires. Ces deux pays montrent la supériorité du système socialiste pour faire face aux défis de demain, particulièrement en matière sanitaire.

Le cas de la RPDC est intéressant : le pays a une frontière commune avec la Chine, foyer de la pandémie et partenaire commercial de la RPDC, ce qui aurait donc laissé présager une expansion rapide de la maladie à cause de cette proximité géographique. Il est donc impressionnant de voir que ce pays est encore totalement libre de la maladie, malgré un système de santé perfectible, dont les faiblesses sont dues à l'embargo criminel américain.

En effet, en janvier 2020, le gouvernement nord-coréen a très rapidement pris de nombreuses mesures afin d'éviter la propagation de la maladie sur son territoire et dès la fin du mois, peu avant la mise en quarantaine de Wuhan, les premières mesures étaient déjà implémentées : arrêt des flux touristiques, suspension de certains vols, restrictions sur les entrées et sorties du territoire. En février, de nouvelles mesures entraient en vigueur et les restrictions sur les flux aériens, terrestres et maritimes ont été accentuées. Toutes les marchandises importées devaient préalablement être désinfectées et placées en quarantaine avant toute utilisation, le port du masque était rendu obligatoire, certains espaces publics, lieux de loisirs et lieux d'enseignement étaient fermés, les grands rassemblements interdits et une période de mise en quarantaine et de suivi médical pour tout citoyen nord-coréen revenant de l'étranger était instaurée. Par la suite, de nombreuses autres mesures ont été intensifiées, comme la désinfection des espaces, lieux et transports publics, ainsi que l'éducation massive de la population sur la nature de la maladie et les mesures et gestes à adopter afin d'empêcher la propagation du virus.

Depuis avril 2020, certaines mesures se sont assouplies, notamment les restrictions sur les flux touristiques et commerciaux. Cependant la lutte contre l'épidémie y continue toujours et le Parti du Travail de Corée met un point d'honneur à intensifier le travail d'hygiène, d'éducation, d'observation médicale, et de contrôle aux frontières.

QUI SOMMES-NOUS ?

L'**Union de la Jeunesse Communiste** (UJC) est une organisation politique pour la jeunesse, pour armer cette dernière dans son combat contre le capitalisme et pour le socialisme-communisme. L'UJC est liée au **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF) par la ligne politique commune et par le projet de société auquel nous aspirons.

Dégradation des conditions de vie, précarité et chômage, recul des droits sociaux, coupes budgétaires dans les services publics et leur privatisation (santé, enseignement, transports), question environnementale urgente, menace de guerre généralisée : le constat est déplorable. C'est tout un système qui est en crise et qui ne parvient pas à répondre à nos besoins.

L'UJC propose de développer des luttes autour de 6 axes que sont le travail, l'éducation, la santé, le logement, le transport et le divertissement (loisirs, sport, culture). Nous pensons que s'il y a de l'argent pour soulager l'impôt des grands patrons et pour faire la guerre dans le monde, c'est que cet argent existe pour, par exemple, construire de nouveaux logements étudiants, développer des programmes culturels gratuits pour les quartiers populaires, etc.. Mais ce que nous gagnerons par la lutte mènera la bourgeoisie à se battre pour le récupérer, car celle-ci a pour intérêt d'accroître ses profits, intérêt fondamentalement contradictoire aux nôtres.

L'UJC fait donc le constat que le système capitaliste a fait son temps et qu'on ne pourra résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par un changement de système économique et social par la voie révolutionnaire. Pour cela, nous devons organiser notre colère dans une organisation politique que l'UJC se fixe pour objectif de construire.

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

CONTRE MACRON, CONTRE LE CAPITALISME REJOINS LE COMBAT !

Je reste en contact avec l'UJC ☐

Je rejoins l'UJC ☐

NOM, Prénom : _____

Ville, Code Postal : _____

Téléphone : _____

Mail : _____

Parti Communiste Révolutionnaire de France
Les Amis d'Oulianov B.P.40084
75862 PARIS CEDEX 18

RETROUVE NOUS SUR :

@UNION_JC #UNIONJC

WWW.UNIONJC.FR